



Annexe 2 :
**Synthèse des résultats
des consultations**



 Groupe consultatif pour la
carboneutralité



Synthèse des résultats des consultations

La présente annexe donne un aperçu de ce que le Groupe consultatif pour la carboneutralité (GCPC) a entendu dans le cadre de ses activités de consultation. Elle couvre la période allant de juillet 2021 (soit la date de publication de son rapport inaugural, [Trajectoires vers la carboneutralité : Observations initiales](#) au début de 2022. Nous souhaitons remercier tous ceux qui ont fait part de leurs perspectives. Les Canadiens ont été généreux de leur temps et ont su proposer des solutions. Cet intérêt témoigne du fait que les Canadiens donnent la priorité aux mesures sérieuses de réduction des émissions.

Cette synthèse vise à rendre compte des résultats de nos activités de consultation en toute transparence. Que ce soit au moyen de discussions en table ronde, de propositions écrites ou de commentaires en ligne, la mobilisation du public a enrichi notre travail alors que nous examinons, discutons et en tenons compte des contributions du public dans l'élaboration de nos conseils. Même s'il est impossible d'exposer en détail chaque solution proposée ni de souscrire à chaque idée, le présent rapport donne une représentation globale des sentiments, des solutions et des défis dont nous avons pris connaissance dans le cadre de nos activités de mobilisation.

En raison d'un mandat, octroyé par le Parlement, d'entreprendre des activités de mobilisation auprès des Canadiens, le GCPC entreprendra des activités de mobilisation supplémentaires et d'une plus longue durée au cours des prochaines années.

Buts de la mobilisation

- Renforcer la sensibilisation, le dialogue, et la capacité en matière de la carboneutralité
- Entendre et apprendre de diverses perspectives de partout au Canada
- Appuyer la mise en application des 10 valeurs et principes énoncés dans notre rapport, [Trajectoires vers la carboneutralité : Observations initiales](#)
- Explorer des considérations liées aux [champs d'enquête](#) du GCPC
- Mobiliser les activités de consultations afin de fournir au ministre de l'Environnement et du Changement climatique des conseils éclairés sur les trajectoires vers la carboneutralité

Rassembler les perspectives des



**Experts et rapports
scientifiques et
sectoriels**



Décideurs



Canadiens



**Entreprises et
industries**



**Organismes et
associations,**

y compris ceux qui
représentent les
travailleurs et les peuples
autochtones

RÉSUMÉ DE L'APPROCHE

	But	Activités	Résultats
Discussions and briefings	Obtenir des renseignements de la part des décideurs, des fonctionnaires fédéraux et des experts sectoriels dans les quatre champs d'enquête	Séances d'information et de discussions virtuelles, comme hôte ou comme invité	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 15 occasions d'initier une relation avec les différents membres du GCPC
Online tools	Obtenir des commentaires généraux et inclusifs de Canadiens et d'organismes canadiens	Deux occasions de mobilisation en ligne (téléversement des propositions et questions-réponses en ligne et par courriel) du 22 novembre au 22 décembre 2021	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 1,200 participants ont soumis une proposition, ont commenté les questions de discussion ou les deux Plus de 800 propositions au total <ul style="list-style-type: none"> Environ 200 propositions uniques Environ 600 copies de propositions normalisées 990 commentaires sur quatre questions de discussion
Roundtables	Entendre un large éventail d'opinions, particulièrement sur les principes propres au secteur pétrolier et gazier	Organisation de sept tables rondes avec diverses organisations, dont celles représentant les perspectives environnementales, financières, industrielles, des travailleurs et des Autochtones.	<ul style="list-style-type: none"> Témoignages de représentants de 58 organisations différentes

Messages transversaux que nous avons entendus

- L'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 est nécessaire : le Canada a la responsabilité d'éviter les pires répercussions de la crise climatique.
- La carboneutralité n'est pas qu'une question de politiques gouvernementales : les tendances nationales et mondiales liées à l'économie et aux politiques pointent vers la carboneutralité – et brisent l'inertie.
- La signification concrète de la carboneutralité pour le quotidien demeure incertaine. Pensons, par exemple, à la fiabilité des voitures, à l'abordabilité de l'énergie, à la disponibilité des produits et à la nature du travail. Il sera essentiel d'améliorer les communications afin de faciliter la compréhension du public des avantages et des compromis qui doivent être faits.
- Les Canadiens font face à des crises interreliées : la santé publique, la nature et la biodiversité, les iniquités sociales et économiques et les changements climatiques devraient être perçus et abordés globalement avec des solutions communes.

Nous avons entendu qu'il n'existe aucune solution miracle et que nous ne pouvons laisser aucun outil de côté

Les Canadiens s'attendent à ce que la bonne combinaison d'outils de politique soit utilisée afin de permettre la transformation vers la carboneutralité. Les problèmes qui nécessitent une intervention doivent être compris dans leurs fondements pour être abordés correctement. Les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement devrait utiliser l'ensemble complet d'instruments à sa disposition (permis, normes, octroi de contrats, incitatifs et règlements) de la manière la plus cohérente et efficace possible.

Nous avons entendu que les travailleurs devraient bénéficier de mesures de soutien afin de saisir de nouvelles possibilités et de guider la transition

L'idée d'une transition juste et équitable pour les travailleurs des industries qui produisent de grandes quantités d'émissions est largement appuyée. Cependant, beaucoup croient que les ressources et les plans actuels sont insuffisants et leur mise en œuvre trop lente. On appuie également l'idée de revoir les priorités et d'adopter une loi pour une transition équitable. Beaucoup conviennent qu'il serait nécessaire d'élaborer des stratégies de perfectionnement de la main-d'œuvre spécifiques à la carboneutralité, générant potentiellement des retombées sur les emplois et les perspectives économiques à l'échelle locale. Par exemple, un effort collectif visant à moderniser les immeubles pour atteindre la carboneutralité peut stimuler la création d'emplois et le développement économique. Pour réaliser ces avantages, il faudra établir une stratégie de formation, de perfectionnement des compétences et de certification dans les métiers connexes.

Nous avons entendu que la collaboration et le partage du leadership sont essentiels

Dans un cadre de carboneutralité national et cohérent, il existe un appui général pour les politiques de carboneutralité qui tiennent compte des défis régionaux propres aux communautés rurales, nordiques et de l'Ouest. On reconnaît qu'il existe différents obstacles, des possibilités uniques et des répercussions inégales à l'échelle du Canada, notamment pour les Autochtones. Au-delà de la collaboration gouvernementale, il a été largement reconnu qu'il faut travailler avec un ensemble diversifié de titulaires de droits et d'intervenants autochtones. Nombreux sont ceux qui ont abordé la possibilité de travailler en partenariat avec les grandes, moyennes et petites entreprises afin de s'assurer d'inclure l'ensemble de la chaîne de valeur. On nous a souvent mentionné que les communautés ont besoin de jouer un plus grand rôle dans la transition vers la carboneutralité. On nous a indiqué qu'une collaboration et un soutien accrus aux organismes environnementaux à but non lucratif et aux associations de jeunes ayant des objectifs de développement durable pourraient contribuer à accentuer l'activisme communautaire.

« Il est important de reconcevoir des modes de vie plus durables et des systèmes plus équitables avec lesquels nous voulons vivre. »

« Il faut reconnaître que le Canada est un vaste pays et que le logement et le chauffage au centre-ville de Toronto et au Nunavut sont deux réalités différentes. Nous avons tous des besoins différents et nos opinions sont façonnées par notre situation ; nous devons donc inclure tout le monde et ne pas laisser les points de vue d'un groupe étouffer ceux des autres. »

« Tous les Canadiens et chaque ordre de gouvernement doivent comprendre que ce sera un énorme changement. Pour le moment, les organismes fédéraux sont plus motivés que la plupart des provinces sur cette question. Les provinces doivent assurer un leadership équivalent pour que nous ne nous laissions pas distancer par les autres pays. »

« Le maintien de l'abordabilité de l'énergie, en assurant une offre fiable capable de répondre à la demande, est essentiel à l'acceptation du public et à la viabilité à long terme de la politique climatique du Canada. »

« Il y a une place stratégique pour l'électrification de l'économie, mais en ce moment, les principaux décideurs sont les provinces et les territoires. Comment ce changement à l'électrification sera-t-il coordonné et financé avec tant d'intervenants ? »

LES ATTENTES DES CANADIENS PAR RAPPORT À LA TRANSITION VERS LA CARBONEUTRALITÉ



Le Canada fera sa juste part pour réduire les émissions de GES

- Éliminer les émissions dans la mesure du possible
- Réduire les émissions qui ne peuvent pas être éliminées au minimum, ou les capter
- N'utiliser de crédits compensatoires légitimes qu'en dernier recours



On ne se contentera pas d'atténuer les émissions de GES

- Considérer les points de vue commerciaux, sociaux, économiques et de la main-d'œuvre
- Développer des chaînes d'approvisionnement, des produits et des pratiques durables
- Repositionner et mettre à profit les actifs et les avancées concurrentielles de chaque secteur de l'économie canadienne



Les pratiques exemplaires seront mises en application

- Accroître la transparence, la faisabilité et la collaboration
- Prendre les meilleures connaissances scientifiques et autochtones existantes en considération afin d'empêcher le réchauffement climatique au-delà de 1,5 °C
- Utiliser des données, des mesures et des hypothèses de modélisation crédibles et transparentes



La demande et l'offre d'électricité carboneutre seront accrues

- Accomplir ou dépasser l'engagement à produire 90 % de l'électricité à partir de sources non émettrices
- Augmenter la sévérité de la tarification et de la réglementation des émissions dans le secteur de l'électricité
- Aider les ménages à passer à des produits fonctionnant à l'électricité (p. ex., chauffage, climatisation et voitures)
- Financer une infrastructure électrique résiliente, efficace et localisée



On appuiera la justice et l'équité

- Accélérer la réconciliation avec les peuples autochtones et mettre entièrement en application les droits nationaux et internationaux
- Maintenir une qualité de vie élevée pour les Canadiens
- Veiller à ce que les avantages d'une économie carboneutre soient répartis équitablement pour le bienfait des groupes traditionnellement marginalisés

THÈMES TRANSVERSAUX DU GCPC

Les cinq thèmes transversaux que nous avons dégagés lorsque nous avons démarré notre travail sont ressortis clairement tout au long du processus de mobilisation.



Emplois et reprise économique

- Exploiter le potentiel manufacturier du pays
- Développer et reprendre les activités perdues ou réduites pendant la pandémie de COVID-19, y compris l'utilisation des services publics
- Rediriger les travailleurs déplacés pendant la pandémie de COVID-19 aux emplois du secteur de l'économie propre
- Maintenir et faire croître la compétitivité économique du Canada



Innovation

- Accorder la priorité au soutien des industries qui sont prêtes à prendre de l'expansion dans une économie carboneutre
- Établir des critères d'investissement pour des projets de technologie et d'infrastructure carboneutres
- Appuyer la recherche et les démonstrations de projets durables
- Investir dans la recherche et le développement des technologies nécessaires d'ici 2050



Droits autochtones et réconciliation

- Honorer et faire respecter les droits et le savoir des Autochtones à l'échelle internationale et nationale en observant les droits prévus par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (articles 18, 20 et 32) et la constitution (article 35).
- Appuyer les stratégies dirigées par les Autochtones et accroître la participation aux stratégies fédérales
- Encourager la propriété autochtone des systèmes de production énergétique propre, ainsi que dans d'autres types de projets



Transition équitable et inclusive

- Investir dans les travailleurs et les communautés touchés
- Tenir compte des répercussions sociales et économiques des décisions
- Soutenir les groupes marginalisés et en quête d'équité
- Offrir un soutien direct aux communautés et favoriser leur participation



Mobilisation des finances et des capitaux

- Créer les conditions pour obtenir les financements publics et privés nécessaires, tout en évitant d'investir dans des actifs risquant d'être délaissés ou de mener à des impasses
- Investir dans les technologies conçues au Canada afin d'éliminer, de réduire ou de capter les émissions
- Accorder la priorité aux investissements qui permettent de réaliser les réductions les plus importantes

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU - Secteur pétrolier et gazier

MESSAGES COMMUNS

- Chercher à réaliser une transformation fondamentale – non seulement en décarbonant le secteur de l'énergie, mais aussi en assurant la transition de l'économie canadienne dans son ensemble.
- Travailler en partenariat avec le secteur pétrolier et gazier et mettre à profit le capital privé pour réaliser la transition.
- Accroître la proportion de l'énergie à faibles émissions de carbone et définir un état futur que le secteur pétrolier et gazier s'emploiera à atteindre.
- Centrer le soutien gouvernemental sur les communautés touchées et les travailleurs potentiellement déplacés, et les mettre en relation avec les nouveaux emplois et possibilités économiques dans les industries en plein essor.
- Collaborer avec les provinces, la société civile, les industries et les travailleurs afin de façonner la transition des communautés et des régions reposant sur le secteur énergétique.
- Reconnaître la position unique des Autochtones. Cela suppose d'offrir des mesures de soutien propres aux communautés et aux travailleurs autochtones touchés, ainsi que de s'assurer qu'ils disposent d'un accès prioritaire aux nouvelles possibilités.

« La rapidité et l'ampleur de la réduction des émissions du secteur pétrolier et gazier doivent être équivalentes à l'urgence climatique. »

« Le talent, l'éthique du travail et l'efficacité des personnes et des entreprises employées dans le secteur pétrolier et gazier sont des actifs canadiens qui nous permettront de réaliser cet objectif. »

« Une discussion doit être tenue avec tous les ordres de gouvernement au sujet de la création de meilleures liaisons interprovinciales afin qu'aucune province ne soit laissée pour compte dans le cadre de la transition vers la carboneutralité. »

Ce que nous avons entendu au sujet de l'établissement du plafond dans le secteur pétrolier et gazier

Ceux avec qui nous nous sommes entretenus avaient un avis précis sur la façon d'établir le plafond d'émission dans le secteur pétrolier et gazier. En particulier, nous avons entendu que le plafond devrait être :

- établi dès que possible – mis en œuvre au plus tard en 2023;
- établi dans le contexte de la transition vers la carboneutralité de l'ensemble de l'économie;
- fondé sur la science;
- mis en application correctement au moyen de mécanismes de conformité rigoureux (p. ex., juridiquement contraignants);
- cohérent et harmonisé avec les politiques et les règlements provinciaux et territoriaux, la Norme sur les combustibles propres et le système de tarification fondé sur le rendement;
- un moyen de réaliser des réductions hâtives importantes au lieu de les réaliser en aval.

SUJETS DE DIVERGENCE

- 1 Il ne devrait pas y avoir d'exception pour les augmentations d'émissions.
- 2 Le secteur pétrolier et gazier du Canada jouera un rôle essentiel dans le mixte énergétique du monde pendant des décennies.
- 3 Le cycle de vie entier des produits du pétrole et du gaz, y compris les émissions de portée 3, doit être pris en considération.
- 4 Le secteur pétrolier et gazier devrait être autorisé à compenser ses émissions.
- 5 Un crédit d'impôt pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CUSC) est nécessaire pour aider les entreprises.

- 1 Certaines exceptions pour les augmentations d'émissions devraient être prévues compte tenu des différences régionales.
- 2 Le Canada doit abandonner la production et l'utilisation du pétrole et du gaz pour atteindre les objectifs de 2050.
- 3 Les émissions de portée 3 devraient être exclues.
- 4 Les compensations et les solutions fondées sur la nature devraient être utilisées qu'en derniers recours.
- 5 Il est problématique d'investir dans des technologies qui prolongent la durée de vie de la combustion des sources d'énergie fossiles.





CE QUE NOUS AVONS ENTENDU - Bâtiments

MESSAGES COMMUNS

- Tous les nouveaux bâtiments doivent être très écoénergétiques et construits avec des matériaux dont l'empreinte carbone est plus faible. Ils doivent être exempts de chauffage et de climatisation alimentés par les combustibles fossiles.
- Accélérer et planifier la modernisation carboneutre des bâtiments existants, notamment en remplaçant les systèmes de chauffage et de climatisation alimentés par des combustibles fossiles par des thermopompes, la géothermie ou des réseaux énergétiques collectifs.
- Prioriser la mise à jour et l'adoption de codes du bâtiment carboneutres.
- Améliorer l'abordabilité du logement et des coûts de l'énergie pour que la transition vers la carboneutralité soit une réussite pour tous.
- L'aménagement du territoire est fondamental : il est important d'accroître la densité des quartiers et des communautés et d'éviter l'étalement urbain dans les zones naturelles et agricoles afin de réduire les émissions provenant de la consommation énergétique, des bâtiments et du transport.
- Soutenir les programmes d'étalonnage, de divulgation et de certification de la consommation énergétique afin de fournir des données transparentes sur le rendement des bâtiments et de faciliter la prise de meilleures décisions.
- Inciter les gouvernements à utiliser divers outils, comme des subventions, des incitatifs fiscaux et des programmes de type « Property Assessed Clean Energy (PACE) », afin d'encourager la décarbonation des immeubles et de la rendre abordable. Corriger les lacunes des programmes fédéraux de modernisation, particulièrement pour les Canadiens à faibles revenus, qu'ils soient propriétaires ou locataires.

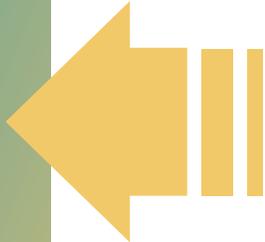
« L'une des trajectoires stratégiques qu'il faudrait envisager pour les immeubles, y compris les maisons non rurales, est donc la mise en œuvre d'une infrastructure énergétique collective à grande échelle munie de capteurs solaires et d'un accumulateur de chaleur dans le sol et l'eau. Ces systèmes énergétiques collectifs sont déployés avec succès dans de nombreux autres pays où les conditions climatiques sont aussi rigoureuses qu'au Canada. »

« Les codes du bâtiment de 2020 du Canada ont des années de retard, et les versions préliminaires ne comprennent ni exigence visant à limiter les émissions de carbone, ni disposition pour les besoins futurs tels que l'énergie renouvelable, l'accumulation d'énergie ou la recharge des véhicules électriques. [...] Le processus actuel de rédaction des codes nationaux du bâtiment est opaque et le ministre responsable n'est pas clairement désigné. Le processus devrait être transparent, accessible et axé sur la réduction des émissions de carbone. »

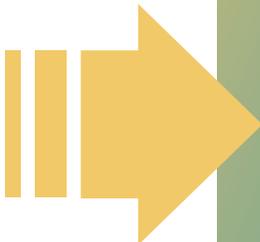
« [...] la durabilité dans le secteur des bâtiments ne devrait pas avoir une incidence négative sur l'abordabilité du logement. Le GCPC devrait envisager de promouvoir l'abordabilité du logement en tant que principe de conception clé lorsqu'il formule des conseils quant aux trajectoires et aux mesures probables pour le gouvernement fédéral. »

« Les propriétaires d'immeubles doivent comprendre les émissions de GES qui proviennent de leurs portefeuilles, au même titre que leur consommation d'énergie et d'eau. Les politiques d'étalonnage, de divulgation et de certification énergétique doivent être obligatoires et être intégrées dans les pratiques de gestion d'immeubles et d'évaluation. »

SUJETS DE DIVERGENCE

- 1 Utiliser le gaz naturel et des thermopompes au gaz naturel pour le chauffage ;
- 2 Des trajectoires qui favorisent l'électrification pour le chauffage ;
- 3 La tarification du carbone pour faciliter l'établissement de l'analyse de rentabilisation pour les projets de modernisation carboneutre.



- 1 Reconnaître que le gaz naturel pour le chauffage est une « impasse » ;
- 2 Des trajectoires qui favorisent les systèmes énergétiques collectifs pour le chauffage ;
- 3 Des exceptions sur la tarification du carbone pour le chauffage domestique.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU - Transport



COMMON MESSAGES

- Prioriser l'aménagement du territoire afin que la carboneutralité relative au transport soit réalisable pour tous les Canadiens.
- S'assurer que l'infrastructure de recharge et le transport public sont accessibles et fiables, au même titre que les principaux réseaux routiers et dans les zones urbaines et rurales, tout en tenant compte des particularités et des besoins régionaux.
- Élargir l'accès au transport public, collectif et actif afin de réduire la dépendance aux véhicules personnels, ainsi que de rendre le transport en commun accessible et abordable dans les zones urbaines et rurales.
- Assurer une prévisibilité pour l'industrie et les consommateurs en réglementant les objectifs de vente pour les véhicules zéro émission (VZÉ), en élaborant une feuille de route industrielle pour la chaîne d'approvisionnement en VZÉ du Canada et en offrant des séances de formation pour créer une main-d'œuvre spécialisée dans les VZÉ.
- Aborder les préoccupations concernant la capacité du réseau de distribution électrique du Canada à répondre à la demande accrue provenant des véhicules électriques.
- Appuyer la recherche et le développement sur le stockage des batteries de VZÉ et leur utilisation des réseaux de distribution électriques.



- Compte tenu de leur dépendance au diesel, prioriser les investissements et l'innovation dans les technologies et l'infrastructure propres aux camions de gros tonnage.
- Promouvoir les carburants à faible teneur en carbone éprouvés et fabriqués au Canada, comme l'hydrogène, et accroître la rigueur de la Norme sur les combustibles propres.
- Appuyer la recherche et développement, en collaboration avec des partenaires internationaux, pour que les secteurs de l'aviation et du maritimes soient à faibles ou à zéro émission.
- Étudier des cibles possibles pour les sous-secteurs aéronautiques et maritimes.

« Les communautés construites autour de la voiture encouragent davantage l'utilisation des véhicules et augmentent ainsi les émissions. Les communautés dont le point focal est l'individu et non la voiture encouragent la marche, le cyclisme, l'utilisation du transport en commun et d'autres formes de transport. »

« Afin de renforcer la fiabilité du réseau sans qu'il faille augmenter considérablement sa capacité, il est nécessaire d'intégrer les véhicules électriques dans les immeubles et les réseaux. »

« Les programmes visant à accélérer le changement devraient comprendre des investissements massifs pour électrifier, développer et rendre abordable le transport en commun dans les zones rurales et urbaines (y compris les autobus interurbains). »

« Un objectif plus élevé pour la Norme sur les combustibles propres est clairement réalisable et aiderait à combler l'écart quant aux objectifs de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de 2030 du Canada. »

SUJETS DE DIVERGENCE

- 1 Accroître et élargir les subventions pour les véhicules électriques et les chargeurs résidentiels.
- 2 Promouvoir l'électrification des véhicules légers.
- 3 Pour les carburants à faible teneur en carbone, la priorité devrait être accordée à l'hydrogène.

- 1 Annuler les subventions pour limiter les dépenses publiques et s'en remettre aux choix des consommateurs.
- 2 Accroître l'efficacité des véhicules à moteur à combustion interne actuels.
- 3 Les trajectoires propres au transport devraient être indifférentes aux technologies et carburants.

LISTE DES ORGANISATIONS MOBILISÉES¹

- Alliance canadienne de l'électricité
- Alliance Switch
- Association canadienne de l'industrie de la chimie
- Association canadienne de pipelines d'énergie
- Association canadienne des carburants
- Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
- Association canadienne des producteurs pétroliers
- Association canadienne du gaz
- Association internationale des machinistes et des travailleurs et des travailleuses de l'aérospatiale du Canada
- Association nucléaire canadienne
- Association of Manitoba Municipalities
- Association pour l'investissement responsable
- Banque de l'infrastructure du Canada
- Banque Scotia
- Biocarburants avancés Canada
- Black Environmental Initiative
- Bruce Power
- Bureau du Conseil privé
- Business Council of Alberta
- Cameco Corporation
- Canada's Energy Citizens
- Canadian Association of Energy Contractors
- Canadian Biogas Association
- Canadian Energy News Network
- Canadian Natural Resources Limited
- Capital Power
- Cenovus
- Centre canadien de politiques alternatives
- Centre des Compétences futures
- Chambre de commerce du Canada
- Citizens for Public Justice
- Citizens' Climate Lobby
- Civil Society Equity Review
- Clean Energy Canada
- Climate Action Network
- Climate Caucus
- Climate Change Policy Solutions et représentant international de la Fraternité internationale des chaudronniers
- Climate Emergency Unit
- Climate Justice Project
- Coalition of Concerned Manufacturers and Businesses of Canada
- Coalition pour la défense de la Norme sur les combustibles propres
- Collingwood Climate Action Team
- Congrès du travail du Canada
- ConocoPhillips Canada
- Conseil canadien des affaires
- Conseil canadien des ministres de l'Environnement
- Conseil canadien sur l'électricité renouvelable
- Conseil d'action en matière de finance durable

¹ Au moyen de discussions, de séances d'information, de tables rondes et/ou de propositions écrites

- Conseil du bâtiment durable du Canada
- Conseil national de recherches Canada
- Delphi Group
- Drawdown Newmarket-Aurora
- Dunsky Énergie + Climat
- Eco-Elders for Climate Action
- econext
- Écotech Québec
- Efficacité énergétique Canada
- Enbridge
- Énergie atomique du Canada limitée (EACL)
- Énergir
- Energy Futures Lab
- Energy Storage Canada
- Environmental Defence
- Environnement et Changement climatique Canada
- ENvironnement JEUnesse
- Équiterre
- Etobicoke Climate Action
- Fédération canadienne des municipalités
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Fédération du travail de l'Alberta
- Fédération du travail de la Saskatchewan
- Fédération du travail de Terre-Neuve et du Labrador
- Finance Montréal
- First Nations Major Projects Coalition
- Fondation David Suzuki
- Front commun pour la transition énergétique
- Global Unity Business Group
- Green Ribbon Panel
- Greenpeace Canada
- Grey Highlands Climate Action Group
- HEC Montréal
- HSE Analytics
- Hydroélectricité Canada
- Impériale
- Indigenous Clean Energy
- Indigenous Climate Action
- Innergex Énergie Renouvelable Inc.
- Institut canadien pour des choix climatiques
- Institut de l'énergie Trottier (Polytechnique Montréal)
- Institut international du développement durable
- Institute for Sustainable Finance (Université Queen's)
- International Brotherhood of Electrical Workers Canada
- International CCS Knowledge Centre
- International Union of Operating Engineers Canada
- Iron and Earth
- Kinectrics Inc.
- L'Académie canadienne du génie
- L'Association des explorateurs et producteurs du Canada
- L'initiative pour des sables bitumineux carboneutres
- Les Collèges canadiens pour une relance économique résiliente
- Les Pétroles Irving Limitée
- Les Syndicats des métiers de la construction du Canada

- Mairesse du comté de Sturgeon, Alberta
- MEG Energy
- Membres de JustEarth
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, gouvernement du Québec
- Ministre de l'Environnement, Alberta
- Ministre de l'Environnement, Colombie-Britannique
- Ministre de l'Environnement, Nouveau-Brunswick
- Ministre de l'Environnement, Nouvelle-Écosse
- Ministre de l'Environnement, Ontario
- Ministre de l'Environnement, Saskatchewan
- Ministre de l'Environnement, Territoires du Nord-Ouest
- Ministre de l'Environnement, Yukon
- Ministry for Social Justice, Peace, and Creation Care – Sisters of St. Joseph of Toronto
- Natural Resources Defense Council
- Nature Canada
- Nature United
- Net Zero Project (Newfoundland and Labrador Oil and Gas Industries Association et econext, avec le soutien de l'Oil and Gas Corporation of Newfoundland and Labrador)
- Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers
- Oil and Gas Corporation of Newfoundland and Labrador
- Ontario Power Generation
- Parkland Institute (Université de Calgary)
- Pembina Institute
- Petroleum Services Association of Canada
- Pour Nos Enfants (Toronto, Ottawa et Montréal)
- Québec Net Positif
- QUEST
- Rally Against Radioactive Pollution
- Régie de l'énergie du Canada
- Ressources naturelles Canada
- Rural Municipalities of Alberta
- Saskatchewan Association of Rural Municipalities
- Secrétariat du Conseil du Trésor
- Sénatrice Rosa Galvez
- Seniors For Climate Action Now!
- Shell Canada Limitée
- Shift : Action for Pension Wealth & Planet Health
- Smart Prosperity Institute
- Stand. earth
- Student Energy
- Suncor
- Syndicat canadien des métallurgistes unis d'Amérique
- TC Énergie
- The Atmospheric Fund
- Transports Canada
- Unifor
- Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce
- Ville de Saskatoon
- West Coast Environmental Law Association
- Wilderness Committee



* Groupe consultatif pour la
Carboneutralité